

# Les révolutions du 20e siècle

N. Moreno – 1984

## Chap. 2. Réforme et Révolution

Nous avons toujours affirmé qu'en Argentine, de même qu'en Bolivie et au Pérou, il y a eu une révolution. Et avec différents arguments, on nous a répondu qu'il n'en était rien. Il y a ceux qui soutiennent qu'il n'y a de révolution que lorsque le mouvement de masses détruit les forces armées de l'Etat ou d'un régime, comme ce fut le cas au Nicaragua. D'autres définissent qu'il y a révolution quand change le caractère de l'Etat, c'est-à-dire quand le pouvoir passe aux mains d'une autre classe, comme cela s'est passé en Russie en octobre 1917. Finalement, il y a ceux qui affirment que la révolution a lieu quand la classe dominante est expropriée, comme cela est arrivé par exemple à Cuba, plus d'un an après le triomphe castriste.

Ce sont trois conceptions distinctes de ce qu'est une révolution. Logiquement, nous coïncidons que ces trois phénomènes doivent être appelés révolution. Et bien sûr, nous acceptons aussi qu'aucun de ces trois phénomènes n'eut lieu en Argentine, ni en Bolivie ou au Pérou : les forces armées de la bourgeoisie ne furent pas détruites, le caractère de l'Etat n'a pas changé – il est toujours bourgeois – et la bourgeoisie et l'impérialisme ne furent pas expropriés.

Toutefois, les changements qui ont eu lieu en Argentine, en Bolivie et au Pérou furent tellement spectaculaires que la théorie doit les expliquer et les définir. Sans faire une discussion sur des mots, il est nécessaire de préciser théoriquement ce qui s'est passé dans ces pays. Pour ce faire, nous commencerons par définir ce que veut dire « révolution », nous signalerons comment se produisent les changements, et quels types de changement existent.

### 2.1. Réforme et révolution

Réforme et révolution sont des phénomènes qui se manifestent dans tout ce qui existe, du moins dans tout ce qui est vivant. Réforme, comme son nom l'indique, signifie améliorer, adapter quelque chose, pour qu'elle continue à exister. Révolution, par contre, est la fin du vieux et le surgissement de quelque chose de tout à fait nouveau, différent.

Si nous prenons comme exemple le développement de l'aéronautique, nous pouvons voir qu'elle est passée par trois révolutions : la première a lieu quand l'homme commence à voler, avec des engins plus légers que l'air : les ballons ; la seconde a lieu quand il invente des appareils plus lourds que l'air : des avions avec des moteurs à combustion interne ; la troisième révolution est celle des moteurs à rétropropulsion, les « jets ».

Pourquoi désignons-nous ces trois grandes avancées comme des *révolutions* ? Parce que chacune d'elle est substantiellement différente à l'antérieure et l'annule. Les avions avec moteur à combustion interne liquident les ballons ; les avions jets liquident les avions avec moteur à combustion interne. Un avion n'a rien à voir avec un ballon et un moteur de jet n'a rien à voir avec un moteur à combustion interne.

Mais entre chacune de ces révolutions, il y a des progrès, des améliorations, c'est-à-dire des réformes. Le ballon à air chaud qui volait où le vent l'emmenait et ne pouvait transporter que trois ou quatre personnes a évolué jusqu'aux grands « zeppelins » allemands. Ceux-ci étaient remplis d'un gaz plus léger que l'air, avec des moteurs qui leur permettaient de voler où on voulait, et capables de transporter des centaines de passagers. C'était une réforme.

Les avions monomoteurs biplaces qui furent utilisés durant la première guerre mondiale ne pouvaient emmener qu'une ou deux personnes, ils ne pouvaient s'élever qu'à quelques centaines de mètres et ils avaient peu d'autonomie de vol ; les derniers avions à moteur à combustion interne furent les énormes bombardiers qui volaient à des milliers de mètres d'altitude, transportaient des tonnes de bombes et avaient une grande

autonomie ; les « super constellation » transportaient plus de 100 passagers et traversaient les océans. C'était aussi des réformes.

Une autre réforme est celle qui va des avions à jet allemands, ou les Gloster Meteor utilisés par les Yanquis dans la guerre de Corée, petits et de rapidité supersonique, jusqu'aux chasseurs supersoniques actuels, ou le Concorde. Toutes ces nouveautés sont des réformes, car un zeppelin continuait à être un ballon, un Super Constellation un avion à moteur à combustion interne et un Concorde un avion à jet ; bien qu'elles soient respectivement infiniment supérieures au premier ballon, au monomoteur de la Première Guerre mondiale ou au Messerschmitt à jet allemand de la Seconde Guerre.

Comme c'est le cas pour toute définition marxiste ou scientifique, les termes *révolution* et *réforme* sont relatifs au segment de la réalité que l'on étudie, c'est-à-dire, à l'objet par rapport auquel on applique ces catégories. Si au lieu d'étudier l'aéronautique, nous étudions les moyens de transport en général, tout change. Il y a plusieurs révolutions. Tout au début, l'homme marche, puis il monte à cheval, c'est-à-dire qu'il utilise les pieds ou les pattes ; puis il invente la roue, qui est la plus grande révolution réalisée jusqu'à présent dans le transport. Beaucoup de moyens de transport terrestre se sont développés grâce à la roue : les voitures tirées par des chevaux, les trains, les autos. D'autre part, l'homme navigue avec différents moyens : le canot, le bateau, le transatlantique, propulsés avec différentes sources d'énergie ; finalement, il vole.

Si nous prenons en compte les moyens par lesquels l'homme arrive à se déplacer, il y a seulement quatre révolutions : terre, mer, air et espace. Par rapport à cette classification, tous les autres changements ne sont que des réformes : la roue pour la terre, les canots et les bateaux pour l'eau, les ballons et les avions pour l'air, les fusées pour l'espace. Mais si nous prenons, par exemple, le transport terrestre en lui-même, tous ces changements déjà mentionnés sont des révolutions.

Ces catégories de réforme et de révolution sont également d'application dans le domaine historique et social. Pour pouvoir les utiliser correctement, nous ne devons jamais oublier leur caractère relatif. Révolution par rapport à quoi ? Réforme par rapport à quoi ?

Si nous nous référons à la structure de la société, aux classes sociales, la seule révolution possible est l'expropriation de la vieille classe dominante par la classe révolutionnaire. Cette expropriation change totalement la société, car elle fait disparaître la classe qui dominait la production et la distribution auparavant et ce rôle est assumé par une autre classe. Tout autre phénomène est une réforme.

Si nous nous référons à l'Etat, la seule révolution possible est qu'une classe détruise l'Etat de l'autre classe, l'en expulse et prenne en main la construction d'un nouvel Etat, différent. A notre époque, c'est la révolution socialiste ou sociale. Tout ce qui arrive avec les régimes et les gouvernements sont des réformes, tant que le caractère de classe de l'Etat ne change pas.

Cependant, nous soutenons que cette même loi s'applique par rapport aux régimes politiques. Dans les régimes politiques, il peut y avoir des réformes et des révolutions. En d'autres mots, au sein d'un même Etat (par exemple l'Etat bourgeois), il y a des changements dans le régime politique qui peuvent se faire de deux manières : la réformiste ou la révolutionnaire. Par rapport à l'Etat, c'est indifférent : ce sont toutes des réformes car l'Etat reste bourgeois. Mais par rapport au régime, ce n'est pas indifférent.

Ce problème est très important pour l'action, la politique et le programme du parti révolutionnaire. Car ce dernier ne lutte pas de manière abstraite contre l'Etat bourgeois. Il lutte contre l'Etat tel qu'il se présente à chaque moment ; c'est-à-dire qu'il lutte contre le régime politique, contre les institutions de gouvernement qui prennent en charge cet Etat à chaque moment et contre le gouvernement qui les dirige.

## 2.2. Les changements dans l'Etat et dans la société

En tant que marxistes révolutionnaires, nous disons généralement que le changement dans le caractère de l'Etat et de la société, en cette ère de transition du capitalisme au socialisme, est uniquement possible par des moyens révolutionnaires. C'est ce qui a divisé précisément le mouvement marxiste entre réformistes et révolutionnaires.

Les réformistes ont fait valoir que l'on pourrait atteindre progressivement le socialisme, sans révolutions, en conquérant aujourd'hui les huit heures de travail, demain le suffrage universel, après-demain la légalité des partis ouvriers, et, enfin, la majorité au parlement pour ces partis ouvriers.

Les révolutionnaires, par contre, ont fait valoir que pour construire le socialisme, il fallait vaincre la bourgeoisie par une révolution, à savoir, l'éjecter du pouvoir pour que ce dernier soit assumé par la classe ouvrière. Ils ne nient pas l'existence de réformes. Mais ils soutiennent que toutes les conquêtes réalisées par la classe ouvrière sans vaincre politiquement et socialement la bourgeoisie, à savoir, sans prendre le pouvoir et l'exproprier, ne pourraient jamais nous conduire au socialisme. Celui-ci ne serait pas atteint par ce lent processus progressif, graduel, de somme de conquêtes que préconisaient les réformistes. Qui plus est, si la révolution sociale ne se faisait pas, on retournerait en arrière, les conquêtes acquises seraient perdues.

Effectivement, le fait de nationaliser une banque ou un chemin de fer, d'imposer les huit heures, d'amener les représentants ouvriers au parlement, sont des réformes au système capitaliste. Elles servent à préparer la révolution, mais ne changent pas le système, parce que la bourgeoisie continue à dominer l'Etat et l'économie. Et s'il arrivait qu'un parti ouvrier révolutionnaire remporte massivement les élections, les forces armées de l'Etat bourgeois l'empêcheraient d'assumer le gouvernement ou l'en expulseraient en quelques jours, à moins qu'il y ait une révolution ouvrière socialiste des travailleurs qui les vainque.

La première révolution ouvrière victorieuse, la révolution Russe, nous a donné raison à nous, les révolutionnaires. Ce fut une révolution, car elle a éliminé l'Etat capitaliste dans l'arène politique et la bourgeoisie dans le domaine économique, en l'expropriant et en l'éliminant en tant que classe. Les réformistes, cependant, n'ont jamais atteint le socialisme, bien qu'il y ait eu des pays qui, pendant des années et des années, furent gouvernés par ces partis ouvriers réformistes qui remportèrent les élections, tels que la social-démocratie suédoise ou l'allemande.

Pour cette raison-même, ils ont aussi reculé dans les réformes gagnées par la classe ouvrière, ou sont en train de le faire : ils baissent les salaires, le chômage augmente, les lois sociales se perdent, et ainsi de suite.

Il existe donc des réformes également dans l'Etat et dans la société. La légalisation des partis ouvriers et des syndicats par l'Etat bourgeois est une réforme, puisqu'elle introduit dans la superstructure des éléments de démocratie ouvrière. De même, dans le domaine économique. Les bolcheviques, par exemple, ont réalisé la révolution économique quand ils ont exproprié la bourgeoisie et nationalisé les entreprises. Mais à la campagne, ils acceptèrent la répartition des terres en propriété pour les paysans, tout en préparant un plan pour les convaincre des avantages de la nationalisation de la terre. Le processus de transformation du paysan de petit propriétaire en travailleur salarié sur les terres de l'Etat serait révolutionnaire en ce qui concerne le paysan qui, de petit-bourgeois deviendrait ouvrier. Mais c'est réformiste en ce qui concerne l'économie de l'Etat : avant comme après ce fait, l'Etat n'est pas capitaliste, mais ouvrier, transitionnel.

Mais ce qui est incontestable, c'est que le caractère de l'Etat et de la société ne change pas s'il n'y a pas une révolution sociale et économique qui détruit l'Etat bourgeois, met au pouvoir le prolétariat et exproprie les bourgeois.

### 2.3. Les changements dans le régime

Nous soutenons que dans les régimes politiques aussi, il y a des changements révolutionnaires et des changements réformistes.

En comparant les processus argentin, bolivien ou péruvien avec ceux du Brésil ou de l'Espagne, une discussion théorique passionnante est née. Sont-ils différents ? Et s'ils sont égaux, cela signifie-t-il qu'il y a eu une révolution dans le régime politique de ces cinq pays ? Ou qu'il n'y en a eu nulle part ?

D'un point de vue superficiel, quelque chose de semblable a eu lieu dans chacun de ces pays : le régime de gouvernement est passé de dictatorial et totalitaire à relativement démocratique. Sous Franco, Videla, Garrastazú Médici et García Meza, il n'y avait pas de libertés démocratiques et on utilisait des méthodes de répression physique pour écraser le mouvement ouvrier et de masses. Sous le roi Juan Carlos, Geisel, Bignone, Siles Suazo et Belaúnde Terry, il existe de larges libertés démocratiques et syndicales, les partis politiques fonctionnent et il y a des élections. Cependant, nous soutenons que les cas de l'Argentine, de la Bolivie et du Pérou sont tout à fait distincts de ceux du Brésil et de l'Espagne. Dans les premiers cas, il y a eu une révolution, et dans les seconds, non. Mais des réformes ont bien eu lieu en Espagne et au Brésil, et des réformes si importantes qu'elles changèrent le caractère du régime.

Tout d'abord, la différence la plus visible entre ces deux processus est qu'en Argentine, en Bolivie et au Pérou, il y a eu une crise révolutionnaire, ce qui n'est pas le cas pour le Brésil et l'Espagne. Nous avons déjà signalé qu'en Argentine, entre la chute de Galtieri et l'entrée en fonction de Bignone, il y a eu une période pratiquement sans gouvernement, sans régime, sans rien. Le président, ainsi que l'institution fondamentale du régime, la junte militaire, n'étaient plus là. La même chose survint en Bolivie après la chute de García Meza. Des semaines entières passèrent avant que le parlement élu en 1980, autoconvoqué, se mit d'accord sur qui devait être au gouvernement. De fait, il n'y a pas eu de gouvernement jusqu'à l'entrée en fonction de Siles. C'est ce qui s'est passé également au Pérou, lorsque l'Assemblée constituante – convoquée par la dictature elle-même, en crise totale, pour tenter une sortie plus ou moins contrôlée – tourna le dos aux militaires : pendant un temps, personne ne savait quelle constitution était en vigueur ni quel nouveau régime allait diriger le pays.

Au Brésil et en Espagne, en revanche, à aucun moment il n'y eut une telle crise révolutionnaire, un tel vide de pouvoir institutionnel. Il y a bien eu des crises politiques, mais à aucun moment les institutions fondamentales de gouvernement ne sortirent de la scène. *Et s'il n'y a pas de crise révolutionnaire, il ne peut y avoir de révolution.*

C'est la première condition.

*La seconde condition pour que le régime change par la voie révolutionnaire est que le régime antérieur disparaisse, qu'il ne contrôle plus rien, et que celui qui apparaît ensuite soit absolument distinct. Une réforme, en revanche, est un processus graduel, dans lequel le régime souffre de grandes modifications, mais planifiées et échelonnées à partir du pouvoir.* Au point que des régimes distincts surgissent. Les libertés, les Cortes generales ou les Parlements, l'élection directe des autorités à l'échelle provinciale, constituent évidemment un régime différent de celui de Franco ou de celui de Médici. La crise économique et politique et la pression du mouvement de masses en montée obligent le régime à s'adapter, à s'auto-réformer jusqu'au point de subir des changements qualitatifs. Mais c'est toujours en maintenant un élément de continuité : le bonapartisme. Au Brésil, personne n'élit le président, ou plutôt, les militaires continuent à le nommer. Et en Espagne personne n'élit le roi.

En Argentine, contrairement au cas du Brésil ou de l'Espagne, le nouveau régime est l'opposé du précédent. Il n'y a pas un tel processus de réforme graduelle et planifiée du vieux régime. Tout le monde sait que les ouvertures démocratiques du Brésil et de l'Espagne furent méditées et préparées par le vieux régime, et cela même avant que la crise économique et politique et la montée des masses ne l'obligent à les mettre en marche. Les militaires en Argentine avaient le même plan et ceux de l'Uruguay l'ont toujours. Mais ce plan n'a pas fonctionné dans notre

pays. A moins que quelqu'un ne pense que Videla, Massera et compagnie aient planifié et contrôlé le fait qu'eux-mêmes allaient être emprisonnés, accusés d'homicides et de tortures.

En Espagne et au Brésil, toutes les étapes sont prévisibles jusqu'à ce qu'une révolution les liquide. En Argentine, par contre, même les partis politiques bourgeois ne prévirent pas que Galtieri allait tomber, ni ce qui allait arriver ensuite. C'est pourquoi, pendant plusieurs mois, sous Bignone, personne ne savait quel Constitution allait régner ni comment les élections allaient avoir lieu. Personne ne planifia non plus que les masses auraient la liberté d'insulter ou de frapper impunément dans la rue les officiers les plus importants des forces armées. Que l'un ou l'autre militant révolutionnaire brésilien ou espagnol essaye actuellement d'insulter les officiers des forces armées, et nous allons bien voir ce qu'il lui arrive !

Pour finir d'éclairer ce que nous voulons dire, voyons-le du point de vue du programme de notre parti. Au Brésil et en Espagne, l'axe politique fondamental continue à être la lutte contre le bonapartisme. Tout programme révolutionnaire doit avoir comme consigne centrale : à bas le roi, ou le président militaire ! Pour la république démocratique ! Pour le droit démocratique du peuple de choisir son gouvernement !

Il n'en va pas de même en Argentine. Nous ne pourrions pas attaquer Alfonsín, Luder ou n'importe quel gagnant des élections, pour être un gouvernement ou un régime bonapartiste, non élu librement par le peuple. La révolution politique, démocratique, a triomphé à tel point que nous attaquerons le régime et le gouvernement parce qu'ils sont capitalistes et pro-impérialistes. Et nous luttons pour la révolution politico-sociale, pour la prise du pouvoir par le prolétariat, pour le socialisme.

Cette différence dans le programme manifeste la différence qu'il y a dans la réalité. En Espagne et au Brésil, il y eut une réforme spectaculaire qui modifia qualitativement le régime, faisant d'importantes concessions démocratiques aux masses. Ces régimes ne sont plus bonapartistes fascistes ou semi-fascistes, mais ils conservent leur institution bonapartiste centrale. C'est ce que nous appelons le "bismarkisme sénile". La révolution démocratique pour détruire ce pouvoir bonapartiste n'a pas eu lieu. En Argentine, le pouvoir a déjà été révolutionné jusqu'au maximum possible dans un pays qui ne fit pas encore de révolution socialiste, seule manière d'éliminer complètement les puissants éléments de bonapartisme et de totalitarisme de tout régime bourgeois, y compris de celui qui est le produit d'une révolution qui se maintient à l'intérieur des marges bourgeoises.

Une dernière discussion concernant ce problème est liée au fait qu'en Argentine, comme au Pérou et en Bolivie, le mouvement de masse n'a pas détruit les forces armées bourgeoises, comme cela a été le cas, par exemple, au Nicaragua. Nous avons déjà signalé que cette différence est fondamentale et qu'il s'agit de deux types distincts de révolution démocratique. Mais nous ne voulons pas jouer sur les mots. C'est peut-être incorrect, en effet, d'appeler « révolution » un phénomène comme celui de l'Argentine, du Pérou ou de la Bolivie. Nous pouvons lui donner un autre nom pour le différencier, à condition toutefois de marquer bien qu'il est totalement distinct du processus réformiste, graduel, de concessions démocratico-bourgeoises contrôlées, de l'Espagne et du Brésil. Les libertés démocratico-bourgeoises de l'Argentine actuelle furent le produit de la crise générale du régime militaire et de la bourgeoisie, et de la montée colossale du mouvement de masses. Ce ne furent pas des concessions planifiées et contrôlées par la bourgeoisie et le régime militaire, mais des conquêtes arrachées par l'action des masses travailleuses, qui donnèrent naissance à un nouveau régime, de ce point de vue totalement distinct du régime antérieur. Nous appelons cela « révolution démocratique ». Nous suivons ainsi Lénine qui définit la révolution de février 1917 en Russie comme révolution démocratique, et Trotsky, qui caractérisa de la même façon la révolution espagnole de 1931 (qui fut le produit de la crise et d'une élection, et non d'un affrontement des masses contre le gouvernement, dans la rue).

## 2.4. Contre-révolution et réaction

Le processus inverse de la révolution est la contre-révolution. L'inverse de la réforme est la réaction.

La contre-révolution et la réaction ont également lieu dans les trois domaines : l'économico-social, le politico-social et le politique. Contre-révolution et réaction sont également des termes relatifs. Il peut y avoir une contre-révolution politique, dans le régime, qui, par rapport à la société et l'Etat, ne soit pas une contre-révolution, mais une réaction. Par exemple, le stalinisme a fait une contre-révolution politique ; il a détruit le régime d'Octobre et il a mis en œuvre un régime contre-révolutionnaire. Il a même changé le type d'Etat : d'Etat ouvrier à Etat ouvrier bureaucraté. Mais en ce qui concerne le caractère de l'Etat, ce n'était pas une contre-révolution : l'économie capitaliste n'a été rétablie et la bourgeoisie n'a pas pris le pouvoir ; l'Etat est resté ouvrier. Le changement de l'Etat soviétique produit par la contre-révolution politique stalinienne n'est pas contre-révolutionnaire mais réactionnaire.

La politique de la bureaucratie chinoise de tendre vers la propriété privée des petites industries est, par exemple, une réaction dans le domaine économique-social. Par rapport aux branches de l'industrie qui se privatisent, ce sera une contre-révolution, car elles cessent d'être propriété<sup>1</sup> nationale pour devenir propriété privée. Mais par rapport à la structure d'ensemble de la société chinoise et de l'Etat, il s'agit d'une réaction ; elle introduit des éléments régressifs, capitalistes, dans une société non-capitaliste. Cela n'en fait pas une contre-révolution. Ce serait le cas s'il s'agissait d'un retour à la propriété privée des leviers essentiels de l'économie chinoise, parce elle changerait brusquement et complètement la nature de la société, et avec elle, de l'Etat, qui passerait à être de nouveau un Etat bourgeois, capitaliste.

Enfin, il y a aussi réaction et contre-révolution en ce qui concerne les régimes de l'Etat bourgeois. Si on passe à un régime fasciste ou bonapartiste qui écrase le mouvement ouvrier avec des méthodes de guerre civile, il y a eu une contre-révolution. Citons comme exemples : Pinochet, Videla, Hitler, Franco, etc. (Une contre-révolution en ce qui concerne le régime politique, et non concernant l'Etat, qui demeure bourgeois et ne retourne pas au féodalisme ou à une autre société plus régressive. En ce qui concerne l'Etat bourgeois, c'est une réaction.)

Mais si l'on passe d'un régime démocratique à un régime plus totalitaire, répressif, sans pour autant écraser les travailleurs avec des méthodes de guerre civile, c'est une réaction, pas une contre-révolution. Exemple : Onganía a renversé Illia et a établi l'état de siège, mais sous le régime antérieur comme sous le nouveau, la justice continue à fonctionner et l'état de siège fut appliqué suivant la Constitution elle-même.

Cette différence entre la réaction et la contre-révolution se reflète également dans le domaine institutionnel. Sous Illia comme sous Onganía, l'institution fondamentale sur laquelle se fondait le régime politique était l'armée ; Illia est arrivé au pouvoir par des élections conditionnées par l'armée, qui a proscrit le parti majoritaire, le péronisme. Ce sont ces mêmes forces armées qui ont mis Onganía au pouvoir. C'était un changement réactionnaire de régime.

Rien de tel avec le putsch de Videla, ni avec celui de Pinochet. Ce dernier a détruit l'ancien régime démocratique-bourgeois, y compris son parlement et ses partis qui avaient fonctionné pendant des décennies au Chili, et il a installé un nouveau régime, tout à fait le contraire de l'antérieur : son institution fondamentale est le bonaparte Pinochet, qui s'appuie sur les forces armées. Ce fut une contre-révolution.

Ces définitions nous permettent de corriger une erreur de terminologie que nous avons commise souvent, en parlant de contre-révolution démocratique. Nous avons donné ce nom à des processus dans lesquels la bourgeoisie tente de dévier et de freiner la révolution en créant des illusions dans les masses avec le mécanisme de la démocratie bourgeoise. Il est vrai que son objectif est contre-révolutionnaire, mais il ne s'agit pas d'une contre-révolution, précisément parce que le processus ne change pas radicalement le régime. La bourgeoisie

---

<sup>1</sup> Dans l'original figure ici le mot "prioridad", qui est ici manifestement un lapsus d'écriture pour "propiedad", le mot utilisé plus loin dans la même phrase. NdT

essaie de freiner la révolution par des manœuvres, en utilisant les illusions démocratiques des masses, et en les réprimant éventuellement, mais toujours dans la légalité démocratico-bourgeoise. Elle ne détruit pas le régime démocratico-bourgeois, mais s'appuie sur lui. Ce n'est donc pas une contre-révolution. Désormais, nous allons l'appeler réaction démocratico-bourgeoise.

### **Chap. 3. Les époques et étapes de la lutte de classe**

Quand est-ce que les révolutions sociales ont lieu ? Pourquoi y a-t-il ces changements brusques, soudains et violents, souvent sanglants, dans les classes sociales et l'Etat ?

Comme nous l'avons vu, la loi fondamentale qui anime l'espèce humaine est le développement des forces productives, à savoir l'avancée de la capacité humaine à exploiter la nature davantage et mieux, moyennant les outils et la technologie, en améliorant constamment la vie de l'humanité. Dans cette avancée, il y aura aussi des révolutions, basées sur la découverte ou l'invention d'outils et de techniques qui permettent de faciliter l'exploitation des matières premières que la nature fournit. Et il y a même des ressources naturelles qui n'étaient pas des matières premières pour la production et qui le deviennent, comme par exemple l'uranium, qui n'avait aucune utilité pour la production avant les découvertes de la physique et de la technologie nucléaires.

Lorsque ce développement des forces productives atteint un certain point, il entre en collision avec la structure sociale existante – c'est-à-dire les classes qui divisent la société à ce moment et les relations que elle – et avec la superstructure de cette société, l'Etat qui se charge de maintenir intacte la structure de classes, sans affecter la domination de la classe exploiteuse et l'oppression de classe exploitée. Un bon exemple est le développement de la production capitaliste dans les villes indépendantes de la société féodale.

Aussi longtemps que la production était limitée, la structure sociale féodale n'empêchait pas le développement de la production capitaliste. Mais avec l'avancement de la manufacture, qui permettait de produire à une échelle relativement grande, la structure féodale devenait un obstacle à la poursuite du développement de la production. Ces petites unités qui consommaient peu, des fiefs autour desquelles le seigneur féodal établissait une douane pour prélever l'impôt à ceux qui y allaient vendre leur marchandise, sont entrées en collision violente avec cette force productive. Par conséquent, l'unité nationale (une nation sans douanes intérieures, un grand marché sans entraves) était l'un des grands objectifs du capitalisme, qui a dû détruire la classe féodale pour y arriver. Et à cet effet, il devait détruire l'Etat féodal, essentiellement les armées féodales, qui défendaient cette classe, armes à la main.

Le capitalisme devait aussi détruire la vieille classe opprimée, les serfs. La production capitaliste a besoin de travailleurs libres, qui produisent pour un salaire et se déplacent là où les capitalistes en ont besoin : si, aujourd'hui, ils gagnent beaucoup d'argent en fabriquant des chapeaux, ils ont besoin de travailleurs pour faire des chapeaux ; mais si demain ils gagnent plus d'argent en faisant des voitures, ils ont besoin que les travailleurs se déplacent vers des usines de voitures. Un serf, attaché à la terre, qui ne peut pas en sortir, ne les sert pas pour leur production, ni comme un acheteur de celle-ci, c'est-à-dire pour élargir qualitativement le marché. Par conséquent, un autre grand objectif de la bourgeoisie a été l'abolition du servage. Mais pour cela, elle devait liquider les seigneurs féodaux et l'Etat qui les défendait.

Autrement dit, pour pouvoir avancer dans la production capitaliste – ce qui signifiait un considérable bond en avant révolutionnaire dans le développement des forces productives par rapport avec la production féodale – la nouvelle classe progressiste (la bourgeoisie) devait détruire les classes et les relations fondamentales du féodalisme et imposer de nouvelles classes, la bourgeoisie et le prolétariat, comme base de la société, avec de nouvelles relations. Faute d'obtenir cela, les forces productives de l'humanité se seraient arrêtées, auraient stagnées, car on ne serait jamais arrivé à la grande industrie sans un grand marché national et une énorme masse de travailleurs libres qui pouvaient lui servir de main d'œuvre.

Quand a lieu cette collision entre le développement des forces productives et la vieille structure sociale, *une époque révolutionnaire* s'ouvre pour l'humanité, une époque de grandes convulsions ; les nouvelles classes progressistes luttent contre la vieille classe exploiteuse, qui ne sert plus à rien et freine tout développement. Dans l'histoire, ces époques révolutionnaires n'ont pas toujours lieu. Il y a eu des sociétés, comme dans le monde antique ou esclavagiste, qui ont freiné le développement des forces productives mais qui n'ont pas pour autant été révolutionnées par des classes plus avancées. Dans de tels cas, l'ancien système social devient décadent, dégénère et toute la société recule.

Entre chacune des grandes époques révolutionnaires il y en a d'autres qui ne le sont pas. Aussi longtemps que la structure de classe et sa superstructure étatique permettent le développement des forces productives – malgré les contradictions qui persistent –, la société traverse une époque *non révolutionnaire*, une époque d'équilibre réformiste.

Sous le système capitaliste, par exemple, il y a eu des avancées énormes et des révolutions dans les forces productives. On est passé de l'énergie hydraulique pour faire tourner les machines, le vent pour déplacer les navires, ou les chevaux pour déplacer les voitures, à la vapeur, l'énergie électrique, le moteur à explosion. Mais ces avancées dans les forces productives ne se sont pas entrées en conflit avec la structure sociale et l'Etat capitaliste. Au contraire, le capitalisme les a incorporés instantanément et les a amenés au maximum de leur développement et application. Ce fut une époque d'essor de la société capitaliste, d'harmonie entre le développement des forces productives et la structure sociale et son Etat.

En entrant dans une période révolutionnaire, le changement commence, comme loi générale, par la superstructure, par l'Etat. La nouvelle classe progressive lutte pour détruire l'appareil du pouvoir et du gouvernement de l'ancienne classe, qui est déjà en régression. Si elle ne lui prend pas le pouvoir, elle ne peut pas changer jusqu'au bout et complètement la structure sociale antérieure. Si la bourgeoisie n'avait pas détruit d'abord les armées féodales et tout l'Etat féodal, elle n'aurait pas pu imposer l'unité (le marché) nationale, ni libérer les serfs pour qu'ils lui servent d'ouvriers.

C'est seulement après avoir détruit l'Etat féodal, pris le pouvoir et construit son propre Etat avec son armée, ses institutions gouvernementales et ses lois, que la bourgeoisie a pu libérer les serfs, abolir les douanes internes, éliminer la propriété foncière féodale et la transformer en propriété foncière capitaliste, etc. C'est-à-dire, ce n'est avoir conquis la superstructure, l'Etat, que la bourgeoisie a pu mener à bien son objectif de convertir l'ensemble de la société en une société capitaliste.

### **3.1 Les grandes époques révolutionnaires**

Depuis les premières révolutions modernes, que naissent dans la lutte du capitalisme contre le féodalisme, nous pouvons différencier trois grandes époques:

1) *L'époque de la révolution bourgeoise.* Pendant environ 200 ans, la bourgeoisie luttait contre le féodalisme, qui était devenue un obstacle absolu pour le développement des forces productives. Cette époque, avec un tournant fondamentale dans la révolution de Cromwell en Angleterre, arrive à son apogée avec les grandes révolutions nord-américaine et française de la fin du 18<sup>e</sup> siècle.

2) *L'époque de l'essor du capitalisme.* On entre dans une époque non révolutionnaire, dans laquelle la structure sociale capitaliste et son Etat n'entravent pas les forces productives. Au contraire, ils accélèrent le développement et enrichissent l'ensemble de la société.

A partir des années 1880 a eu lieu le bond en avant le plus spectaculaire (jusqu'alors) des forces productives. Le développement de la production était colossal. Dans les pays capitalistes avancés il y avait une immense accumulation de capitaux.



Cette époque d'essor a préparé la décadence du système capitaliste. Les monopoles et l'impérialisme sont apparus comme résultat de cette terrible accumulation de capitaux. Des branches entières de la production industrielle se sont concentrées en très peu de propriétaires, qui ont commencé à déplacer la bourgeoisie classique, avec ses centaines d'entreprises par branche qui faisaient librement la concurrence entre elles. Le capital financier – la fusion du capital des banques avec le capital industriel – devient dominant. Les frontières nationales deviennent étroites pour ces grands monopoles, qui se lancent alors à exporter leur capitaux vers les pays moins développés. Et l'impérialisme, le capitalisme en décadence, est précisément cela : la domination du capitalisme financier et monopolistique qui envahit toute la planète.

3) *L'époque de la révolution ouvrière socialiste.* Elle commence avec la première guerre mondiale (1914-1918). Ce cataclysme, dans lequel des millions d'hommes trouvèrent la mort et des masses énormes de force productive furent détruites, fut la manifestation tangible du fait que le capitalisme avait commencé à entraver le développement des forces productives.

L'apparition des monopoles avait déjà démontré, d'une manière totalement déformée, que la propriété privée capitaliste ne fonctionnait plus. Les forces productives ne pouvaient plus continuer à croître, dû au chaos provoqué par des centaines ou des milliers de bourgeois qui faisaient la concurrence entre eux dans une même branche de la production. Pour avancer, il fallait introduire un peu de planification, au moins par branche de production. L'exportation de capitaux, pour sa part, démontrait que les frontières nationales asphyxiaient à leur tour les forces productives, qui n'avançaient déjà plus dans les limites de leur nation d'origine et avaient besoin de s'étendre à toute la planète pour se développer.

La guerre 1914-18 était une guerre de pillage entre monopoles impérialistes, pour contrôler le marché mondial. C'était la preuve la plus claire que l'humanité ne pouvait plus avancer, ne pouvait plus développer ses forces productives, si elle ne rompait pas la camisole de force de la propriété privée et des frontières nationales et instaurait une économie mondiale planifiée. Cependant, la bourgeoisie ne pouvait pas le faire, parce que cela signifierait se détruire elle-même, en mettant fin à ce qui la caractérise comme classe sociale : être propriétaire des biens de production et s'appuyer sur l'existence de nations avec des frontières et des Etats bien définis.

Cette époque est celle de la révolution ouvrière socialiste, parce que la guerre (qui deviendrait un phénomène permanent) et la misère des masses (provoquée par les entraves au développement des forces productives) font entrer en action la nouvelle classe progressiste révolutionnaire, la classe ouvrière, qui met en œuvre sa première révolution, en Russie, en 1917. Se met en action, la classe sociale qui peut accomplir les deux grandes tâches, indispensables pour que les forces productives puissent continuer à avancer : mettre fin à la propriété privée et aux frontières nationales, pour mettre en œuvre une économie mondiale planifiée. Il en est ainsi parce que la classe ouvrière est internationale, elle est la même dans tous les pays et elle ne peut pas se transformer en une nouvelle classe propriétaire qui exploite d'autres, pour une raison très simple : elle est, ensemble avec les autres secteurs exploités, l'ample majorité de la société. Dans ces deux aspects, elle est totalement différente aux classes qui ont accomplies auparavant un rôle révolutionnaire. La bourgeoisie, par exemple, était une classe minoritaire et exploratrice depuis sa naissance. La révolution ouvrière socialiste est, pour la première fois dans l'histoire, la révolution de la majorité de la population, dirigée par une classe internationale, contre l'exploitation capitaliste et contre toute exploitation. C'est précisément pour cela qu'elle peut réaliser l'économie mondiale planifiée.

Nous pouvons dire que l'Etat capitaliste est devenu dominant après la Révolution française (et pas uniquement la production capitaliste, qui était prédominante depuis déjà 300 ans).

A partir de la Révolution russe de 1917, et jusqu'à maintenant, nous sommes donc dans l'époque de la révolution socialiste, ouvrière et internationale, contre le système social et l'Etat capitaliste.

### 3.2. Les étapes de la révolution socialiste

Chaque époque a ses étapes. Ce sont de longues périodes dans lesquelles le rapport des forces entre les classes en lutte reste constant. Le fait que nous vivions une période révolutionnaire dans le monde entier depuis 1917 ne signifie pas qu'au cours des 66 dernières années, le prolétariat ait toujours été dans une offensive révolutionnaire. Comme dans toute lutte, il y a des périodes où l'ennemi contre-attaque et reprend l'offensive. Dans ce cas, il s'agit d'une étape d'offensive ou de contre-attaque contre-révolutionnaire bourgeoise, à l'intérieur de l'époque de la révolution ouvrière socialiste.

Depuis la révolution russe nous avons traversé trois étapes :

1) *L'étape de l'offensive révolutionnaire de la classe ouvrière.* Elle commence avec la révolution russe et s'étend à des révolutions successives : l'allemande, l'hongroise, la chinoise, la turque, etc. La seule qui parvient à triompher est la révolution russe.

2) *L'étape de la contre-révolution bourgeoise.* Elle pointe à l'horizon avec le premier triomphe contre-révolutionnaire bourgeois : le fascisme italien ; elle se consolide clairement avec la victoire de l'hitlérisme en Allemagne, qui écrase le prolétariat le plus organisé du monde ; et elle culmine avec la défaite de la révolution espagnole et l'offensive militaire du nazisme dans la Seconde Guerre mondiale, avec succès jusqu'en 1943.

L'autre face de cette étape contre-révolutionnaire est la victoire de la contre-révolution staliniste en URSS,

3) *La nouvelle étape révolutionnaire,* qui commence avec la défaite de l'armée nazie à Stalingrad et ouvre une période de révolutions victorieuses qui se prolonge jusqu'à aujourd'hui. La première d'entre elles est la révolution yougoslave ; elle trouve son expression maximale avec révolution chinoise ; et elle a connu sa dernière victoire jusqu'à présent (dans le sens où la bourgeoisie a été exproprié et l'Etat ouvrier construit) au Vietnam (1974).

Nous avons appelé cette étape celle de la « révolution imminente » parce que – contrairement à l'étape ouverte par la révolution russe, dont l'impact s'est réduit à quelques pays de l'Europe et de l'Orient – dans cette étape-ci, la révolution éclate, et triomphe parfois, partout dans le monde : les pays semi-coloniaux ou coloniaux (la Chine, le Vietnam, Cuba, l'Iran, l'Angola, etc.) ; les pays impérialistes eux-mêmes (même si jusqu'à présent, seulement dans les plus faibles, comme le Portugal) ; et les Etats ouvriers (la Hongrie, la Pologne).

### 3.3. Les étapes et les situations mondiales et nationales

Les termes *époque*, *étape* et *situation* sont – comme c'est le cas pour tous les termes et catégories que nous utilisons en tant que marxistes – relatifs par rapport à ce que nous définissons. Et nous avons vu qu'il y a eu une étape contre-révolutionnaire au sein de l'époque révolutionnaire à l'échelle mondiale. Mais la révolution est un phénomène international qui prend forme dans des révolutions nationales. Cela signifie qu'il peut y avoir – et qu'il y a – des contradictions entre l'étape en vigueur à l'échelle mondiale et les étapes par lesquelles passent les différents pays. Par exemple, dans cette étape de révolution imminente que nous traversons à l'échelle mondiale depuis 1943, de nombreux pays ont traversé ou traversent des étapes contre-révolutionnaires à l'échelle nationale (l'Indonésie, le Cône Sud de l'Amérique latine, l'URSS, etc.). D'autres pays sont restés dans des étapes de faible lutte de classes, d'équilibre des forces entre le prolétariat et la bourgeoisie, c'est-à-dire des étapes non-révolutionnaires (presque tous les pays impérialistes et de nombreux semi-colonies). Et d'autres pays déjà mentionnés sont ceux qui marquent la dynamique, le signe de l'étape ; ils sont passés par des étapes révolutionnaires qui ont conduit au triomphe de la révolution, à son avortement ou sa congélation, ou à sa défaite.

De même, dans une étape, il peut y avoir différents types de situations. Une étape révolutionnaire ne peut pas cesser de l'être sans que la bourgeoisie ne mette durement en échec le mouvement ouvrier dans la lutte, dans la rue. Mais si la bourgeoisie dispose de marges, elle peut manœuvrer, convaincre le mouvement ouvrier de cesser de combattre. Il s'ouvrirait alors une situation non-révolutionnaire, mais l'étape serait toujours révolutionnaire

parce que le mouvement ouvrier n'a pas été vaincu. La bourgeoisie peut même réprimer le mouvement ouvrier sans arriver à utiliser les méthodes de la guerre civile, et lui infliger des défaites partielles qui le font reculer, en ouvrant une situation réactionnaire, mais ce serait toujours au sein de l'étape révolutionnaire. Par exemple, le gouvernement de Gil Robles, qui a surgi en pleine révolution espagnole commencée en 1931, était un gouvernement réactionnaire qui a durement réprimé le prolétariat et a créé une situation réactionnaire. Mais comme il n'a pas été vaincu par l'ensemble du mouvement ouvrier espagnol, l'étape a continué à être révolutionnaire. La meilleure preuve de cela est que la guerre civile a éclaté quelques années après.